

*Assurance-chômage—Loi*

Ces deux changements relativement simples et rapides amélioreront un peu la mesure existante. Toutefois, nous tenons à signaler qu'il reste beaucoup à faire. Le ministre a laissé entendre qu'il va désigner un groupe de travail spécial et que les parlementaires seraient invités à collaborer à sa tâche. Quant j'aurai eu le temps de vérifier dans le hansom, je crois que j'y découvrirai que le ministre par ailleurs, même s'il a invité tous les Canadiens à y participer et à en discuter—interdit la discussion de deux ou trois aspects qu'il faudrait pourtant étudier. Les députés de mon parti sont persuadés qu'il faudrait en discuter en même temps que des autres aspects du bill. On nous fait des discours pour nous demander notre participation, mais en même temps, on nous parle de toutes les restrictions qui la limitent. Quelle que soit la mesure dans laquelle le ministre nous autorise à participer à ces discussions, je puis lui assurer que nous veillerons à élargir le mandat de façon à y inclure toutes les questions qui doivent être abordées, selon nous.

Dans ce contexte, je crois sage de prendre une ou deux minutes pour examiner pourquoi nous avons besoin d'un programme et d'une caisse d'assurance-chômage et pourquoi cette question nous préoccupe tellement. Je conviens avec le ministre qu'il s'agit d'une loi sociale très importante.

Juste avant de venir, j'ai vérifié les chiffres et constaté qu'en ce moment 800,000 à 900,000 Canadiens touchaient des prestations. Cela correspond à près de 8 p. 100 de la population active. Toute loi qui touche autant de Canadiens y compris leur famille et les personnes à leur charge a beaucoup d'importance. Néanmoins, en même temps, l'importance même de cette loi indique que le chômage pose un problème considérable et sans cesse plus grave au Canada.

J'ai voyagé d'un bout à l'autre du pays et effectué des recherches auprès des chômeurs. Je suis convaincu qu'un très grand pourcentage de chômeurs—un très grand pourcentage de ceux qui touchent des prestations d'assurance-chômage—préférerait travailler que d'être en chômage forcé.

Nous avons dit à plusieurs reprises au ministre, au cours du débat de deuxième lecture du bill C-19, et surtout en comité plénier, que son ministère devient une sorte de dépotoir. Autrement dit, il hérite des problèmes causés par le ministre des Finances (M. MacEachen) et les autres ministres de son gouvernement. Autrement dit, nous lui avons suggéré de se battre pour les chômeurs et de prendre à partie les autres ministres de la Couronne en les incitant à faire les choses qui doivent être faites. Puis-je rappeler au ministre deux ou trois de ces choses.

Un bill de clôture nous a privés de notre liberté de parole lorsque nous avons discuté de l'emprunt de 12 milliards. Nous nous opposons, pour bien des raisons, à ce que le gouvernement fédéral emprunte pareille somme. Quand nous formions le gouvernement, nous avions essayé de réduire ce chiffre. Il n'aurait pas dépassé les deux-tiers du montant que le gouvernement compte emprunter au cours de la présente année financière.

A lui seul, le gouvernement fait presque le tiers de tous les emprunts du pays. Les emprunts se font de la même façon qu'une vente aux enchères. Quand le gouvernement essaie d'emprunter de l'argent, les taux d'intérêt augmentent. Il s'ensuit que les maisons, les automobiles et les meubles coûtent plus cher. Pourtant, la hausse des taux d'intérêt imputable aux emprunts du gouvernement fédéral est aussi la première cause de la faiblesse de l'économie canadienne, du chômage qui sévit aujourd'hui et qui dure depuis presque une décennie.

Quelle que soit la fréquence ou la virulence de nos interventions, les députés d'en face se contentent de sourire et adoptent la solution facile et rentable politiquement d'emprunter davantage demain et de faire encore empirer la situation.

Nous avons soutenu de ce côté-ci de la Chambre qu'une petite fraction des dépenses de plus de 60 milliards de dollars que le gouvernement entend faire—une petite fraction de la somme de 12 milliards de dollars qu'il a l'intention d'emprunter—qu'une petite fraction de cela, devrait être affectée au bâtiment. Si nous pouvions remettre en chantier les 100,000 maisons que l'économie a perdues cette année—ce qui signifie une dépense de près de 100 millions de dollars—nous créerions 150,000 emplois, en plus des unités de logement dont le pays a besoin.

Nous trouvons, de ce côté-ci de la Chambre, que c'est toujours une situation tragique, quand il y a un si grand nombre de Canadiens compétents et travailleurs qui aimeraient trouver un emploi mais qui ne le peuvent parce que le gouvernement d'en face préfère les solutions faciles et politiquement rentables à une véritable solution qui réglerait à long terme le problème de l'économie canadienne.

Dans le budget que les députés d'en face de concert avec le NPD ont défilé à la Chambre des communes au mois de décembre dernier, on prévoyait des mesures d'aide au secteur de la pêche. Elles avaient pour but de créer des emplois dans la construction des bateaux. Elles avaient pour but de créer des emplois pour les pêcheurs et pour ceux qui travaillent dans les usines de préparation où le poisson est mis en conserve et préparé à l'intention des consommateurs canadiens. Ces mesures ont été supprimées par le ministre des Finances et elles n'ont pas été remplacées. Les dispositions relatives à la déduction des intérêts hypothécaires qui visaient à aider l'industrie de la construction domiciliaire ont été supprimées par le ministre des Finances et les députés d'en face. Ces mesures n'ont pas été remplacées et il y a de moins en moins d'emplois dans cette industrie.

● (1600)

Comme je représente la circonscription de Calgary-Ouest, j'habite une ville et une province où l'industrie pétrolière joue un rôle important. J'ai commencé à entendre certaines rumeurs selon lesquelles pour la première fois depuis 1975 peut-être, il y a des derricks inactifs au Canada. J'ai entendu le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) dire à la Chambre: «Tout va bien. Il n'y aura pas de rationnement. Les projets importants qui ont été mis sur pied, les sables bitumineux assureront la sécurité des approvisionnements de pétrole. Le prix importe peu.»